



J'ai acheté un

Quelques clics sur Internet, un coup de fil, des billets de banque... Pourquoi passer des années en amphitheâtre quand cela suffit pour enrichir son CV d'un diplôme américain ? Notre journaliste en a fait l'expérience.

Dix minutes. C'est le temps que j'ai passé sur Internet pour décrocher un master du MIT (Massachusetts Institute of Technology), l'un des établissements les plus prestigieux du monde... Il est beau mon diplôme : le papier couleur sable est estampillé du sceau doré et gaufré de l'établissement. Pour l'obtenir, je me suis rendue sur le site www.diplomakers.com, « la plus ancienne et la plus sûre *diploma mill* » (ou « usine à diplômes »). Du sérieux...

Bien calée dans mon fauteuil, j'ai choisi d'obtenir un titre en ingénierie spécialité électronique. J'ai fixé la date d'édition au 22 septembre 2003. J'ai sélectionné la couleur du document, l'emplacement du sceau, le nombre de signatures. Et je me suis offert un petit plaisir : une mention *Magna Cum Laude* (mention bien en France). J'aurais pu prendre la notation supérieure, mais je voulais rester crédible... Pour finir, j'ai demandé un envoi en priorité 2 – soit en soixante-douze heures, sans compter le temps de

transport – pour 25 \$ de plus. La priorité 1 (vingt-quatre heures) coûtait 65 \$. Un envoi classique sans frais supplémentaires aurait mis de dix à douze jours.

« Le lucre sans limites »

Finalement, le plus difficile a été de payer... Diplomakers n'accepte plus les cartes visa qui ne sont pas américaines. « Les fraudes ont trop augmenté ces derniers temps », explique, sans rire, le site de la société éditrice Lucre Unlimited – littéralement « le lucre (ou l'amour du gain) sans limites ». Celle-ci est basée à Reno, pas très loin de Las Vegas, l'empire du jeu. L'État du Nevada est réputé pour son indulgence quand il s'agit de business... J'ai donc rédigé un chèque en euros, qu'on m'a demandé

QUAND REMPLIR UN CHÈQUE SUFFIT... Pour 154 \$ (sans les frais d'envoi) et aucune heure de cours, me voici diplômée du Massachusetts Institute of Technology. Mon parchemin est signé par le président de l'établissement, un certain Docteur Wells tout droit sorti de nulle part.

> 3 questions à...

Violetta Zivkovic, responsable du développement des ressources humaines chez Eurogroup (société de conseil aux entreprises en organisation, stratégie et RH)

« La course aux diplômes pousse les candidats à la triche »

Le diplôme est-il important pour vous ?

Oui, comme indicateur potentiel... Nous recrutons des consultants de niveau bac + 5 au minimum. Quand nous recevons leur CV, nous fondons notre premier tri sur leur niveau d'études, leur passage par une école ou l'université, leurs expériences en France et à l'étranger, etc., selon les profils recherchés.

Demandez-vous aux candidats de vous

présenter les diplômes qu'ils disent avoir décrochés ?

Nous ne leur demandons pas cela au moment des entretiens. Mais en cas de proposition d'embauche, j'exige une photocopie du diplôme pour le dossier et je contrôle également leurs dires auprès d'une entreprise vérificatrice. En effet, nous ne devons avoir aucun doute quant à leur loyauté avant de les intégrer au cabinet, et quant à leurs compétences avant de les envoyer chez le client.

Avez-vous déjà vu des cas suspects ?

Je n'ai jamais eu de faux diplômes entre les mains... En revanche, il est arrivé ponctuellement que la société que nous utilisons pour vérifier l'authenticité des diplômes ne trouve aucune information sur des candidats, souvent parce qu'ils n'ont qu'un niveau et non un titre. Par le passé, un cas frauduleux a ainsi été détecté. Les candidats vivent aujourd'hui une « course aux diplômes » qui les pousse à la triche.

taux diplôme !

d'adresser à une chambre d'hôtel de Reno. Coût total de l'opération : 274,37 € (frais d'envoi par le biais d'une société internationale d'expédition compris)... et quelques sueurs froides. En tout cas, pour ce prix, le résultat est assez crédible, même si le diplôme n'est pas fidèle à l'original. Mais quel recruteur français pourrait réussir à décrire l'aspect d'un titre de master du MIT ? Il y a juste un petit problème de taille : mon parchemin mesure 28 cm de hauteur et 42 cm de longueur. Remarque, je pourrais faire passer cela pour le format américain...

Billion dollar baby

Pour « quelques » dollars de plus, j'aurais pu décrocher un vrai diplôme d'un vrai établissement

supérieur... ou presque. Depuis les années 1980, des universités virtuelles, non accréditées ou accréditées par des « usines à accréditation » (elles-mêmes non accréditées !), délivrent des titres – masters, MBA (*Master of Business Administration*, docto-

rats, etc.) basés sur « l'expérience ». Pas de cours, pas de livres, pas de tests. Pas de valeur. L'Agence suédoise de l'enseignement supérieur estime que le nombre de ces établissements dans le monde entier est passé de 200 en 2000 à 800 aujourd'hui. ●●●

La vraie « usine à diplômes » : l'Imprimerie nationale

L'Imprimerie nationale utilise plusieurs astuces pour confectionner les diplômes nationaux et éviter les fraudes. Tout d'abord, son papier est filigrané. Un dessin – souvent trois « RF » pour « République française » – est imprimé dans la pâte et peut se voir en transparence. Il ne contient pas d'azurant : résultat, quand on le passe sous des rayons ultraviolets, le papier ne dégage aucune luminosité. De plus, les encres du fond, de couleur, sont réactives : elles ne peuvent être gommées ou grattées sans laisser de traces. Enfin, comme les billets de banque, le diplôme est numéroté. Son titulaire est donc fiché... Mais attention : selon les clients de l'Imprimerie nationale (ministères, établissements), la présentation des diplômes varie. Et tous ne sortent pas de ses presses... À quand la standardisation ?

Campus

●●● d'hui. « Bien que des données fiables soient indisponibles pour des raisons évidentes, certains auteurs avancent que chaque usine à diplômes devrait engendrer un chiffre d'affaires annuel estimé à plus de 20 millions de dollars », déclare Tarik Lakhal, l'un des trois chercheurs à l'origine de l'étude « *The Economics of Fake Degrees* », présentée au public en mai 2005. Au total, cette industrie représenterait un billion de dollars.

Pour attirer le client, leur grande astuce consiste à se choisir un nom ambigu : Cambridge State University (au lieu de University of Cambridge), University of Stanford (au lieu de Stanford University), Université franco-phonie Robert-de-Sorbon (au lieu de la Sorbonne), University of Asia, etc. Parfois, ils insèrent également un « edu.org » dans leur adresse Internet, histoire de faire plus institutionnel. Enfin, ils ont recours à un marketing musclé : publicités dans les journaux (y compris dans *USA Today*, *Newsweek* et *The Economist*), forte présence sur Internet à travers les moteurs de recherche, envoi de spams. « Votre diplôme maintenant pour 400 \$! » lit-on sur certains sites. « Obtenez un futur prospère, gagnez de l'argent et la



POUR TOUS LES PRIX. Par téléphone ou Internet (photos 1 et 2), il est très facile d'acheter un diplôme « personnalisé ». Du MBA d'une université virtuelle et non accréditée (plusieurs centaines d'euros) au master de Our Lady of the Britney Spears University (19 \$), il y en a pour toutes les bourses et tous les usages (photo 3)...

reconnaissance qui découlent de la carrière dont vous avez toujours rêvé. Appelez maintenant pour recevoir votre diplôme dans deux semaines. Confidentialité assurée », reçoit-on par e-mail. Le message se termine par un numéro de téléphone (1-206-...), que l'on peut composer « vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept, même le dimanche et pendant les vacances ». J'appelle...

« Plus que qualifiée »

Je tombe sur un répondeur. Une voix masculine et bonhomme façon directeur rigoureux mais « sympatoche » (comme dans les films) me demande en anglais de laisser mon nom et mes coordonnées téléphoniques, puis le *degree* qui m'intéresse. Je réponds : « Un master en sciences », et je raccroche. À ce moment précis, je ne sais rien de l'université que j'ai contactée.

Ray D. me rappelle de Californie quatre jours plus tard, un lundi, à 18 h 30. Ray, c'est mon conseiller. Il commence par me présenter la Sutherland University, membre du Conseil de l'enseignement supérieur en ligne et, bien entendu, « l'un des premiers établissements » de ce type créés. Elle délivre des diplômes qui permettent de décrocher un meilleur emploi, de reprendre confiance



en soi, blablabla... Au bout de cinq minutes de monologue en américain, je ne suis plus. Jusqu'à ce que Ray me demande :

« Pourquoi voulez-vous un diplôme ? »

— Pour compléter mon CV, avoir une double qualification française et étrangère.

— OK, *very good* ! s'exclame Ray. Quelle qualification avez-vous ?

— Je suis étudiante en deuxième année de sciences dans une université française. Je voudrais un master en ingénierie électronique.

— OK, *very good*. Quel est votre niveau ?

— Je fais partie de la première moitié de ma classe.

— Notre notation s'échelonne de 0 à 4. Cela vous va si je vous donne 3,57 ?

— Parfait.

— OK... À quelle adresse voulez-vous recevoir votre diplôme ? »

Je lui donne une adresse.

En France, un phénomène qui n'inquiète pas encore

Les diplômes « made in Internet » restent marginaux en France. Les frais de scolarité raisonnables, la taille des établissements et du pays limitent notamment les dérapages. D'autre part, les *diploma mills* qui vendent des titres français fidèles aux originaux sont rares. Hélas pour les fraudeurs, le site espagnol qui proposait le bac et le diplôme de Polytechnique a fermé récemment... Reste la contrefaçon : la société Verifdiploma démasque un ou deux candidats par mois avec des titres falsifiés. Un ordinateur, une imprimante laser et un scanner suffisent souvent à copier des parchemins sans système de sécurité. D'autant plus que la certification conforme à la mairie n'existe plus depuis cinq ans...

J'ai acheté un faux diplôme !



DU BEAU TRAVAIL. Trois semaines après avoir passé commande (le temps d'encaisser le chèque), je reçois mon master (photo 4). Au dos, une étiquette (facilement retirable) : « Ceci est une reproduction. Elle n'implique et n'accorde aucun crédit et aucun diplôme universitaire. » Emmanuel Chomarar, expert en information sur les formations et vérification des diplômes (photos 5 et 6), est impressionné par le travail du fabricant. Il assure que les tricheries augmentent de jour en jour.



« Quelles sont vos coordonnées bancaires ? » questionne Ray.

— Je préférerais d'abord recevoir un résumé des informations par e-mail.

— OK, pas de problème. Je vous envoie ça et vous me rappelez. Ensuite, vous recevrez votre diplôme dans une quinzaine de jours. Au revoir ! »

Quelques minutes plus tard, je reçois l'e-mail. « D'après notre discussion, vous êtes plus que qualifiée pour recevoir le master d'ingénierie mention *Magna Cum Laude*, basé sur votre grande expérience et vos projets déjà réalisés. » Prix demandé : 1 465 \$. Mon package comprend le diplôme de l'université, deux copies du relevé de notes et des lettres de référence à envoyer à des employeurs potentiels. Je décide de ne pas donner de nouvelles. Ray me laissera un message deux jours plus tard, puis un autre la semaine suivante.

Illégal ? Pas tant que ça...

Chère, la Sutherland University ? Certes, mais il y a pire... Selon des experts anglais, les tarifs peu-

vent s'élever jusqu'à 5 100 € avec toutes les options (mention, choix de la date indiquée, temps de confection, etc.). Et le diplômé ne reçoit pas forcément son parchemin...

Illégale la Sutherland University ? Pas tant que ça non plus... Tout l'art des *diploma mills* consiste à flirter avec le frauduleux. Dans les conditions générales de vente ou les foires à questions, quelques phrases suggèrent toujours que les diplômes achetés n'ont pas exactement la même valeur que les autres... Des sites Internet parlent « d'amusement ». D'autres affirment qu'ils ont renoncé à produire des titres de médecine et de droit « par éthique ». Et certains laissent à l'acheteur la responsabilité de l'usage de son diplôme...

Aux États-Unis et en Angleterre, la chasse aux *diploma mills* bat donc son plein. En 2004, une opération anglo-américaine a conduit à la fermeture de 14 sites Internet. Un simple coup d'épée dans l'eau ? Probablement, car ces universités non accréditées ou fausses changent

de nom, délocalisent leur « siège » dans des paradis fiscaux des Caraïbes ou en Chine et ne deviennent joignables que par téléphone.

Dans l'Hexagone, le phénomène des faux diplômes n'est pas encore problématique (voir l'encadré « En France, un phénomène qui n'inquiète pas encore »). Néanmoins, avec le développement du marché de la formation, les entreprises ont de plus en plus souvent recours à des sociétés de vérification et d'information.

« Nous récupérons les listes des jurys auprès des établissements partenaires. C'est le moyen le plus sûr de contrôler l'authenticité du diplôme. À l'œil nu, c'est parfois impossible », indique Emmanuel Chomarar, président fondateur de Verifdiploma, la société aux 120 clients et aux 8 000 formations référencées. Quand le business des uns fait le business des autres... ●

VIRGINIE BERTEREAU

REPORTAGE PHOTO HERVÉ THOUROUDE